



Ministères - Services - Etablissements

Transition Ecologique,
Développement Durable,
Environnement,
Biodiversité,
Technologies Vertes,

Energie, Climat, Transports,
Infrastructures,
Risques Naturels,
Risques Technologiques,
Equipement, Logement,

Urbanisme,
Aménagement du Territoire,
Solidarité entre les
Territoires,
Renouvellement Urbain, Mer

Comité Social d'Administration Ministériel (CSAM)

CSA ministériel du 1er octobre 2026

Déclaration de FORCE OUVRIERE

PLF 2027 : changer de cap... et arrêter de taper sur les rameurs !

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Ce CSAM budgétaire intervient dans un contexte pour le moins singulier.

Un projet de loi de finances présenté en fin de mandature, dans une situation parlementaire incertaine, sans véritable échange ministériel préalable avec les organisations syndicales.

FO ne développera pas ici l'ensemble de son analyse sur la politique budgétaire, salariale et sociale menée à l'égard de la Fonction publique. Nous la portons dans les lieux appropriés, comme nous l'avons d'ailleurs fait [devant la représentation nationale](#) concernant le programme 217.

Mais pour notre pôle ministériel, nous aborderons ce PLF 2027 à partir de **deux questions extrêmement simples**.

Première question : commence-t-on enfin à inverser le contre-courant dans lequel naviguent depuis des années nos services et établissements ?

Deuxième question : l'État employeur va-t-il enfin arrêter de taper sur les rameurs qui maintiennent le bateau « pôle ministériel » à flot ?

Inverser le contre-courant

Les crises climatiques, énergétiques, environnementales et territoriales se multiplient. Les besoins en matière de prévention des risques, de biodiversité, d'eau, de logement, de transports, d'aménagement et d'adaptation au changement climatique augmentent.

Les besoins vont dans un sens. Les moyens de notre ministère naviguent depuis des années dans l'autre.

Plus de **9 700 emplois ont été perdus depuis 2014**, sans jamais mettre réellement cette trajectoire en regard de celle des missions.

L'été 2026 devrait pourtant suffire à démontrer l'absurdité de cette équation.

Canicules, sécheresses, incendies, crues, tensions sur la ressource en eau, infrastructures confrontées aux événements climatiques, risques industriels et crise énergétique : ce ne sont plus des événements exceptionnels auxquels la Nation devrait ponctuellement faire face.

C'est le monde réel dans lequel nos services exercent désormais leurs missions.

Nous écouterons donc avec attention les chiffres que vous allez nous présenter.

Mais FO ne regardera pas seulement combien d'emplois sont affichés sur une ligne budgétaire.

Nous regarderons **où ils sont, quelles missions ils permettent d'exercer et si le renforcement d'un secteur ne consiste pas, une nouvelle fois, à en déshabiller un autre.**

Nous regarderons également si ce budget consolide réellement un ministère transversal capable de porter les politiques publiques dont le pays a besoin.

Car derrière le PLF se dessine aussi une autre question : **quel pôle ministériel voulez-vous encore avoir demain ?**

Un pôle cohérent regroupant environnement, aménagement du territoire, transports, logement et mer ?

Ou un ministère progressivement archipélisé, avec le retour à un mini-ministère de l'Environnement, les routes promises aux transferts, des services territoriaux toujours davantage soumis au dictat préfectoral, des opérateurs placés sous de nouvelles tutelles, des missions externalisées et des compétences dispersées ?

Si les moyens prévus pour 2027 sont encore marqués par l'austérité, une question très concrète se pose :

quelles missions exercées par l'État en 2026 projetez-vous de ne plus lui faire exercer en 2027 ?

Et nous regarderons enfin non seulement le budget voté s'il est voté, adopté quelle que soit la voie, mais le budget réellement exécuté.

Car un PLF, c'est ce que vous promettez. Une exécution budgétaire, c'est ce que vous faites.

Les 38,1 millions d'euros de titre 2 non consommés sur le programme 217 en 2025, les quelque 250 millions rendus depuis 2017, les annulations et surgels de crédits intervenus encore en 2026 nous interdisent de nous satisfaire des seuls affichages budgétaires.

FO demande donc que le CSAM soit désormais régulièrement informé de l'exécution des crédits, du titre 2, des plafonds d'emplois ainsi que des gels et surgels éventuels.

Arrêter de taper sur les rameurs

Mais admettons même que vous ne soyez pas en capacité d'inverser complètement le courant.

Il faudrait au minimum **arrêter de taper sur les rameurs**.

Parce que si ce ministère tient encore, c'est d'abord grâce à ses agents.

Des agents auxquels on demande depuis des années de faire plus avec moins, de s'adapter aux réorganisations successives, aux pertes d'effectifs, aux outils numériques parfois défaillants, aux restructurations, aux mutualisations et aux injonctions contradictoires. La perte de sens est ainsi désormais aiguë dans nos services et EP, les agents sommés d'arrêter de réaliser leurs missions ou de ne plus appliquer les réglementations parce qu'elles sont gênantes pour la gestion du court terme, en sacrifiant volontairement le long terme. Les agents y jouent leur santé (celle pour laquelle ils sont désormais ponctionnés), ils y jouent parfois leur carrière lorsqu'il rappellent simplement qu'il existe un SDAGE...

Et pendant ce temps, entre 2022 et 2025, leur rémunération totale moyenne n'a progressé que de **2 %**, pour **12 % d'inflation** (ce n'est pas nous qui le disons, ce sont les rapports sociaux uniques présentés par votre administration). Le calcul est vite fait en matière de « pouvoir d'achat ». Sur les 10 dernières années, notre pôle ministériel a par ailleurs été le meilleur des élèves en matière de suppression de régimes (si c'était pour alimenter notre indiciaire, nous applaudirions!), et le pire en matière d'augmentation des montants servis aux agents (ce n'est pas nous qui le disons, c'est le récent rapport de l'IGF).

Nous écouterons donc également vos annonces sur les mesures catégorielles, les requalifications et les mesures statutaires.

Mais derrière les millions annoncés, notre question sera simple :

Combien ce PLF améliore-t-il concrètement la situation d'un agent de notre ministère en 2027 ?

Car de nombreux sujets sont sur la table :

- Les carrières et les requalifications (notamment celles inscrites à l'agenda social).
- Valoriser vos corps ministériels pour rétablir leur attractivité et un continuum C/B/A/A+...et arrêter de les mettre en extinction comme le quasi-statut Evt après les OPA.
- La reconnaissance de l'exposition et la dangerosité des missions notamment en DIR mais pas que, et le service actif pour les corps concernés.
- La prise en compte des sujétions de certains corps comme les agents de la filière Mer.
- La situation des agents des parcs nationaux, comme celui de la Réunion.
- Les astreintes pour lesquels nous jouons désormais en 2ème division interministérielle.

- L'amiante et le C3A.
- La fluidité et la lisibilité des mobilités et les promotions, avec rétablissement de lieux de concertation dans un jeu gagnant/gagnant.
- La fiabilité de la chaîne RH et de la paie.
- L'avenir de nos écoles et centres de formation, qui justifie d'une stratégie ministérielle portée politiquement.
- La maîtrise des coûts de la PSC, pour que les agents ne contribuent pas à engraisser un néo-opérateur qui a opéré ses premiers bénéfices cette année grâce à nous. Bénéfices qui ne doivent pas être alimentés par la réserve constituée par les agents eux-mêmes.
- Et toute goûte d'huile qui ne coûte rien et qui permettrait de dé serrer l'étau (semaine de 4,5 j et récupération d'une journée par mois à l'instar de ce qui est pratiqué par ailleurs).

Autant de domaines dans lesquels des marges existent. Nous sommes à votre disposition pour les évoquer en direct avec vous-mêmes ou à défaut vos conseillers sociaux...s'ils existent !

La question est aussi de savoir **quelle part vous comptez consacrer aux agents plutôt que de la rendre, une nouvelle fois, à Bercy. Dans un contexte de crise énergétique qui amène certains de vos agents à devoir choisir entre vivre dignement et pouvoir venir au travail.**

Et les économies ne doivent pas davantage se faire sur les conditions de travail.

Action sociale, restauration, prévention, handicap, formation, déplacements professionnels ne sont pas les petites lignes accessoires d'un budget.

Elles constituent le quotidien des agents.

Sauf qu'à part dans de très rares services, vous ne maîtrisez aucunement la gestion des crédits de fonctionnement, d'immobilier, de restauration collective. Le ministère de l'Intérieur s'en charge et ceci sans en rendre compte.

Et les rapports des inspecteurs santé et sécurité au travail comme ceux de la médecine du travail nous alertent suffisamment sur la dégradation des conditions d'exercice pour que personne ne puisse prétendre ne pas savoir. **En 2024, rien que sur le périmètre des services ministériels (donc hors EP, DGAC et DDI), le pôle ministériel employait l'équivalent de 500 agents en situation de travail dissimulé** (via leurs heures supplémentaires réalisées avant écrêtement). Avec les réductions impliquées en 2026, nous en sommes sans doute à 1000. Avec le PLF 2027 que vous allez nous présenter, quel sera le niveau de délinquance de l'employeur Etat ?

Pour gagner les batailles de demain

Nous terminerons par une référence cinématographique, puisque l'actualité budgétaire de notre ministère pourrait malheureusement alimenter à elle seule un véritable festival du film catastrophe.

On pourrait y projeter **Titanic, Les Misérables**, peut-être même **Le Mépris**...

Mais nous préférons évoquer un autre film : **Pressure**.

Il raconte les heures qui précèdent le Débarquement de Normandie et le rôle déterminant joué par les météorologues auprès d'Eisenhower.

Au-delà de l'épisode historique, il rappelle une évidence : **un décideur ne devient pas plus fort parce que ses experts lui disent ce qu'il veut entendre. Il devient plus fort lorsqu'il dispose des meilleurs experts et accepte de les écouter lorsqu'ils lui disent ce qu'il a besoin d'entendre.**

En 2027 et dans les décennies qui viennent, notre pays aura toujours besoin des meilleurs météorologues.

Mais pas seulement.

Il aura besoin d'ingénieurs, de techniciens, d'agents d'exploitation, d'inspecteurs, de scientifiques et de spécialistes de l'eau, de la biodiversité, des risques, du logement, des transports, de la mer et de l'aménagement, de juristes... Et de tous ceux qui concourent à assurer le soutien au fonctionnement de nos structures.

Il aura besoin de femmes et d'hommes capables de produire une expertise publique indépendante et de la porter.

Or ces compétences, depuis des années, vous les réduisez, vous les fragilisez, vous les dispersez ou vous les externalisez.

Et avec la reprise en main de la communication des services et opérateurs de l'État imposée par l'instruction du Premier ministre du 25 août, vous ajoutez désormais le risque de **bâillonner leur capacité à faire connaître leur expertise et leurs missions.**

Les combats qui nous attendent contre le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité, les risques naturels, les tensions sur l'eau ou pour l'adaptation de nos infrastructures ne se gagneront **ni avec des éléments de langage, ni avec des mécanos d'organigrammes (comme la création de la DGEvt qui est à ranger au rayon de la très fausse bonne idée), ni avec des suppressions d'ETP.**

Ils se gagneront avec des compétences, de l'expertise publique et des agents suffisamment nombreux, reconnus et capables de parler.

Voilà donc, Mesdames et Messieurs les Ministres, la grille avec laquelle FO écouterait votre présentation du PLF 2027.

Est-ce que vous commencez enfin à inverser le contre-courant ?

Et est-ce que vous arrêtez enfin de taper sur les rameurs ?

Parce que pour gagner les batailles qui viennent, encore faut-il avoir conservé à bord celles et ceux qui contribueront à les mener.

Nous reviendrons bien entendu sur ces différents sujets dans les débats, en espérant que vous serez encore là pour y prendre part, à l'aune des éléments que vous voudrez bien nous présenter sur le PLF 2027.

